

L'ONU déplore un regain de violence sans précédent

© D.
R.



L'envoyé des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mohamed Ibn Chambas, a déploré, lundi devant le Conseil de sécurité, la violence sans précédent qui a frappé la région ces derniers mois, demandant au Conseil de soutenir les initiatives locales destinées à prévenir cette violence et favoriser le dialogue entre communautés. "Les attaques incessantes contre des cibles civiles et militaires ont ébranlé la confiance de l'opinion publique.

Les forces internationales dans la région ont également subi des pertes importantes", a déclaré M. Ibn Chambas, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée aux violences communautaires et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.

"Les incidents dans la région montrent comment le terrorisme, le crime organisé et la violence intercommunautaire peuvent facilement s'entrelacer", a fait observer l'envoyé de l'ONU, qui intervenait par visio-conférence devant le Conseil.

Il a ainsi noté que les extrémistes liés à Al-Qaïda ont délibérément exploité les griefs locaux et les faiblesses des États. "Certains des conflits locaux les plus violents de la région concernent la transhumance. Des groupes extrémistes ont réussi à s'impliquer dans leur résolution", a-t-il souligné.

Près de 70% de la population de l'Afrique de l'Ouest restent tributaires de l'agriculture et de l'élevage pour leur existence. "Il est donc impératif de trouver des moyens d'assurer une coexistence pacifique entre éleveurs et agriculteurs", a préconisé M. Ibn Chambas.

Selon lui, certaines des lacunes importantes des réponses nationales demeurent des systèmes judiciaires faibles. Dans ce contexte, il a estimé que le Conseil de sécurité devrait apporter son soutien aux initiatives locales. Selon Mohamed Ibn Chambas, face à l'extrémisme violent, les jeunes sont au cœur de la réponse.

"Freiner l'idéologie violente et l'intolérance religieuse, c'est aborder les récits haineux. Il y a ici un rôle clé pour les médias sociaux et traditionnels", a-t-il estimé. "Limiter les canaux financiers et d'approvisionnement utilisés par les groupes armés et les liens avec le commerce illégal nécessite une coopération internationale. Des sanctions ciblées et d'autres mesures recommandées par des groupes d'experts sont pertinentes comme effet de levier", a-t-il ajouté.

R. I./Agences